



TERMES DE REFERENCE

Consultation pour la collecte et l'analyse des preuves en vue de produire une fiche d'informations de plaidoyer sur le continuum de l'éducation pour les adolescentes handicapées

1- Présentation du service

Titre de la fiche	À confirmer : Pas de solution universelle : la lutte des adolescentes handicapées pour poursuivre leur éducation
Division d'Humanité & Inclusion	Plaidoyer et Relations institutionnelles
Objectif du service	Fournir un soutien méthodologique pour mener des entretiens et utiliser les résultats des entretiens, qui serviront de preuves centrales pour l'élaboration d'une fiche de plaidoyer (8 à 12 pages)
Durée du service	Environ 10 jours ouvrables, pendant la période de mai à septembre (la période peut légèrement varier)
Langue pour le service	Anglais et français
Lieu du service	Lieu de travail habituel du consultant
Dernière mise à jour des TDR	12/04/24
Auteur des TDR	Chargée du plaidoyer pour le développement inclusif

2- Présentation de la fiche

2-1- Pourquoi cette fiche ?

Dans les pays à revenu faible et intermédiaire, environ 50 % des enfants handicapés sont estimés être exclus de l'école (Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2016). Les adolescents ont deux fois plus de chances d'être exclus de l'école que leurs homologues plus jeunes (UNICEF, 2015). En effet, 63 millions d'adolescents d'âge scolaire secondaire inférieur sont exclus de l'école, et près de 50 % d'entre eux vivent dans des pays asiatiques et africains (UNICEF, 2022).

Les connaissances et les compétences devraient être acquises dès le plus jeune âge et progresser continuellement, selon les capacités et les besoins de chaque âge. Des obstacles existent et rendent difficile pour les enfants et les jeunes handicapés de passer d'une classe à une autre dans un cycle éducatif, mais ils sont encore plus grands à la transition entre un cycle et le suivant. De nombreux élèves handicapés quittent prématurément l'école à un rythme plus élevé que les élèves sans handicap. Les restrictions d'accès et de participation sont exacerbées par l'intersection de multiples facteurs de discrimination (comme le genre, le handicap, l'âge, le statut migratoire, l'origine socio-économique, etc.).

Les preuves pour cette publication proviendront d'entretiens collectifs et individuels menés au Népal, au Rwanda et au Sénégal, où Humanité & Inclusion met en œuvre des projets d'éducation inclusive des personnes handicapées et a le potentiel de toucher des adolescents de différents âges, avec ou sans handicap. Nous envisageons que cette publication exploite leurs expériences vécues, opinions et considérations. Leurs voix, illustrant les défis et les facilitateurs pour rester à l'école et progresser dans l'éducation, plaideront en faveur d'approches adaptées aux besoins et préférences des apprenants (qui ne constituent pas un groupe homogène). La publication inclura des recommandations pour éclairer la prise de décision dans les domaines de l'éducation, du développement, de la protection de l'enfance, de la violence basée sur le genre et du handicap.

Le contenu de cette fiche fournira une base pour poursuivre le plaidoyer dans les arènes des ODD et envers les donateurs internationaux. De plus, la prochaine Revue Beijing+30 pourrait offrir l'opportunité de renforcer une approche intersectionnelle des actions en faveur de l'égalité des sexes, y compris dans le domaine de l'éducation.

2-2- Objectifs de la fiche

Cette fiche de plaidoyer vise à mettre en lumière les luttes et les leviers pour les adolescentes handicapées afin de rester et de progresser dans l'éducation.

Objectifs spécifiques :

- Illustrer la question de l'« intersectionnalité » dans le continuum de l'éducation (en particulier en examinant l'intersection du handicap, du genre et de l'âge) à partir des expériences et des opinions partagées par les adolescentes, avec et sans handicap, de différents groupes d'âge.
- Au-delà des facteurs contextuels et des considérations, transmettre des messages globaux qui émergent des entretiens collectifs et individuels menés dans les trois pays sous étude.

- Fournir aux donateurs internationaux et aux décideurs globaux/régionaux/nationaux un ensemble de recommandations concrètes et actionnables pour garantir que les adolescentes handicapées poursuivent leur éducation.

2-3- Cibles de plaidoyer de la fiche

- Les donateurs, car ils jouent un rôle majeur dans la définition de la coopération internationale pour le développement et décident de l'allocation des ressources/investissements pour l'éducation dans l'aide publique au développement.
- Les États (personnes de contact et points focaux dans les branches gouvernementales), car ils sont les acteurs clés pour façonner, négocier et adopter des politiques ayant un impact sur l'éducation des enfants et des adolescents, avec ou sans handicap.
- Les agences et acteurs des Nations unies, car ils jouent un rôle clé dans l'élaboration de stratégies de développement international et de processus politiques de haut niveau en relation avec l'Agenda 2030 (ODD 4, en particulier).
- Les organisations de la société civile (organisations axées sur le handicap, sur le genre, sur l'enfance et ONG généralistes, organisations de personnes handicapées) et les réseaux clés, car ils peuvent unir leurs forces pour plaider en faveur des changements politiques nécessaires.

2-4- Méthodologie de la fiche

Une fiche d'informations de plaidoyer est un résumé de faits concernant un problème et inclut souvent des pistes d'action suggérées. Ils décrivent une situation qui nécessite une correction, identifient les implications et finissent par recommander des actions politiques. Bien que les documents de plaidoyer soient destinés aux décideurs politiques, les fiches peuvent être largement distribuées et utilisées à des fins de communication ou de collecte de fonds.

La fiche sera informée par les preuves recueillies via des entretiens collectifs et individuels menés par le personnel d'Humanité & Inclusion au Népal, au Rwanda et au Sénégal. Une revue de la littérature existante sera également menée pour fournir la base narrative et les données clés.

Les entretiens collectifs et individuels seront organisés avec au moins 10 adolescents (10-19 ans) : tandis que la majorité des personnes interrogées seront des filles handicapées, nous visons également à interroger des filles sans handicap et des garçons avec ou sans handicap. Une attention particulière sera accordée à la représentation des divers handicaps et groupes d'âge. Le personnel d'Humanité & Inclusion dans les trois pays identifiera les personnes interrogées. Des formulaires anonymes peuvent également être remplis par les participants pour recueillir des informations de nature sensible ainsi que des outils créatifs pour recueillir des témoignages (comme des dessins).

De plus, des entretiens spécifiques peuvent être organisés avec des représentants d'organisations de personnes handicapées, des enseignants ou d'autres professionnels de l'éducation, des parents, afin de recueillir leurs points de vue d'experts sur le sujet.

À la suite des entretiens, le personnel d'HI du Népal, du Rwanda et du Sénégal préparera et soumettra un rapport au consultant (sur la base des directives fournies). Le consultant analysera les trois rapports pour les consolider en un document complet.

La fiche d'informations sera élaborée par le personnel de plaidoyer d'HI et se composera d'une introduction basée sur l'examen documentaire, d'une partie centrale illustrant les résultats des entretiens, et d'un ensemble de recommandations destinées aux différents publics cibles. La fiche comprendra au total entre 8 et 12 pages.

2-5- Éthique

Le contrat de prestation de services prévoit que les droits d'auteur des consultants et des travailleurs indépendants sont transférés à HI.

Le consultant et les facilitateurs doivent garantir le consentement verbal/écrit informé des aidants et des adolescents. Ils doivent se conformer en tout temps aux politiques de protection de HI :

- [Code de conduite de HI](#)
- [Protection des bénéficiaires contre l'exploitation sexuelle, les abus et le harcèlement](#)
- [Politique de protection de l'enfance](#)

Nous veillerons à maintenir des normes de recherche éthiques et rigoureuses en suivant les principes de HI pour la gestion éthique des données :

- o Assurer une approche centrée sur la personne ou la communauté ;
- o Veiller à ce que le consentement de la personne soit correctement recueilli pour chaque photo et témoignage écrit ;
- o Veiller à ce que des mécanismes de référence soient en place ;
- o Veiller à la sécurité des données personnelles et/ou sensibles à toutes les étapes de l'activité ;
- o Respecter les droits d'auteur des photos, obtenir les autorisations pour les utiliser et inclure des informations relatives aux photographes ;
- o Veiller à ce que les productions finales ne soient jamais utilisées à des fins commerciales ;
- o Veiller au respect de la dignité des bénéficiaires représentés sur les photos, les témoignages et les études de cas ;
- o Planifier et garantir l'utilisation et le partage des informations ;
- o Fournir soigneusement des références complètes aux sources externes utilisées dans le texte de la publication.

Approche intersectionnelle

Le principe éthique de non-discrimination est au cœur même de l'engagement de HI aux côtés des personnes en situation de handicap et en faveur de l'égalité des chances et de l'accès égal aux services pour tous. Conformément à la politique interne de HI sur le handicap, le genre et l'âge, nous reconnaissons pleinement l'importance d'accorder une attention systématique au handicap, au genre et à l'âge en particulier.

Nous aspirons également à transmettre la complexité de la discrimination à laquelle sont confrontées les personnes touchées par les problèmes que nous défendons. Nous le faisons en examinant comment le handicap interagit avec d'autres facteurs de discrimination et d'exclusion, notamment la race et l'ethnicité, en mettant en évidence les formes intersectionnelles de discrimination et les obstacles à l'accès aux services pour les personnes en situation de handicap.

Par conséquent, les candidats sont tenus de mentionner comment ils veilleront à ce que les conclusions et l'analyse abordent les facteurs d'intersection de la discrimination et de l'exclusion liés au handicap, à l'âge et au genre.

3- Présentation du service

3-1- Objectif global du service de consultation

Fournir un soutien méthodologique pour mener des entretiens et utiliser les résultats de ces entretiens, qui serviront de preuves centrales pour l'élaboration d'une fiche de plaidoyer sur le continuum de l'éducation pour les adolescentes en situation de handicap.

3-2- Résultat attendu du service

1. Élaborer des lignes directrices pour la préparation, la réalisation et le rapport des entretiens collectifs et individuels. Ces entretiens seront menés par le personnel d'Humanité & Inclusion au Népal, au Rwanda et au Sénégal avec des adolescents (10-19 ans), en particulier des filles en situation de handicap ; des représentants des organisations de personnes en situation de handicap ; des enseignants, des parents et/ou d'autres professionnels de l'éducation. Les lignes directrices couvriront la sélection des interviewés, la création d'un lieu sûr, les techniques d'animation, les questions à aborder, les considérations éthiques et les exigences de rapport. Les lignes directrices seront entièrement conformes aux normes de HI relatives à la collecte éthique de témoignages et à la protection.
2. Organiser des réunions préparatoires avec le personnel du programme d'Humanité & Inclusion qui mènera les entretiens collectifs et/ou individuels au Népal, au Rwanda et au Sénégal. Les réunions préparatoires permettront de passer en revue les lignes directrices méthodologiques, de mettre en évidence les aspects critiques et de répondre aux préoccupations que le personnel d'Humanité & Inclusion pourrait soulever.

3. Analyser les rapports d'entretiens soumis par le personnel d'Humanité & Inclusion des trois pays et préparer un rapport consolidé et complet (d'environ 10 pages) décrivant les principales conclusions, tendances, points communs et observations d'intérêt pour l'élaboration de la fiche de plaidoyer.
4. Sélectionner au moins 15 citations percutantes parmi une diversité d'interviewés et élaborer un ensemble de messages clés (entre 5 et 10) émergeant des rapports d'entretiens, qui aideront le personnel de plaidoyer d'Humanité & Inclusion à élaborer le récit de la fiche de plaidoyer.

3-3 Indicateurs clés de performance

- Un document décrivant l'approche méthodologique de la conduite et du compte rendu des entretiens est fourni en temps utile et englobe les aspects relatifs au contenu et à la protection.
- Une à trois réunions, en fonction des besoins linguistiques, sont organisées avec les facilitateurs avant les entretiens afin de les doter d'outils et d'approches méthodologiques leur permettant de mener les entretiens de manière efficace et sûre.
- Un rapport complet est remis dans les délais, sur la base de l'analyse des rapports soumis par les facilitateurs.
- Un document est remis dans les délais impartis, décrivant un ensemble de 10 messages clés au maximum et de 15 citations tirées du rapport et considérées comme convaincantes et ayant un impact sur les activités de plaidoyer.

3-4- Échéancier du service de consultation

Le consultant consacrera environ 10 jours ouvrables à la prestation de ce service, entre le 27 mai et le 15 septembre 2024.

Le service de consultation est provisoirement réparti comme suit :

- Préparation (lecture de fond, réunion de lancement) : 1,5 jours, entre le 27 et le 31 mai
- Élaboration des lignes directrices : 3,5 jours, entre le 1er et le 14 juin
- Organisation de réunions avec les facilitateurs des entretiens : 1,5 jour, entre le 17 et le 28 juin
- Analyse des rapports et préparation d'un rapport consolidé : 2,5 jours, entre le 1er et le 15 septembre

- Sélection des citations percutantes et élaboration d'un ensemble de messages clés :
1 jour, entre le 1er et le 15 septembre

3-5- Budget

Le consultant doit présenter une offre financière, toutes taxes et tous frais inclus, en ligne avec la charge de travail attendue indiquée dans ces Termes de Référence. HI n'étend pas les avantages dont bénéficient ses employés (transport, indemnité repas, accès informatique, badge d'entrée, équipement, etc.) aux consultants et travailleurs indépendants.

3-6- Mécanismes de communication et de suivi entre le Consultant et Handicap International

La chargée de plaidoyer pour le développement inclusif de HI agira en tant que personne de contact de HI pour le consultant tout au long des différentes phases du recrutement, de l'induction, du suivi et de l'évaluation du service de consultation.

Un briefing de lancement impliquant d'autres membres du personnel de HI sera organisé au début, afin de fournir au consultant des informations clés et des orientations sur la logique, l'approche et les éléments à prendre en considération.

Un débriefing final sera mené avec le consultant (via un appel) en mettant l'accent sur les réalisations globales des objectifs et les leçons apprises.

La contractualisation et le paiement du service relèvent de l'autorité du Directeur d'Handicap International Belgique.

4- Profil demandé

4-1- Conformité demandée

Les travailleurs indépendants et les consultants se conforment à la législation qui s'applique à eux, notamment en ce qui concerne les cotisations de sécurité sociale, les polices d'assurance et les enregistrements.

4-2- Expertise

- Obligatoire :
 - Diplôme minimum de Master dans un domaine pertinent : Éducation ; Sciences sociales ; Handicap ; Droit ; Science politique ; Développement international.
 - Au moins 3 ans d'expérience dans la recherche qualitative dans le domaine du développement et/ou de l'égalité des genres et/ou des droits de l'homme et/ou de l'éducation et/ou des questions de handicap.
 - Expérience de recherche et/ou de travail dans les pays à revenu faible et moyen.
 - Connaissance approfondie du handicap, du genre et de l'intersectionnalité.
 - Compréhension solide du développement international et des relations Nord-Sud.
 - Excellentes compétences analytiques.

- Compétences informatiques - Applications MS Office.
- Langue de travail (écrite et orale) : français et anglais obligatoires.
- Compréhension du plaidoyer fondé sur des données probantes.
- Adhésion aux valeurs et à l'éthique de HI.

• Souhaité :

- Expérience au sein d'une organisation non gouvernementale internationale.
- Connaissance des politiques éducatives mondiales et des cadres de développement.

HI valorise la diversité, nous encourageons et accueillons les candidatures de personnes de tous genres, ethnies, nationalités ou handicap.

Processus de candidature

Les candidatures doivent inclure :

a) Individuel :

- ☐ Curriculum Vitae (formation, expérience dans les domaines mentionnés ci-dessus, liste des principales publications),
- ☐ Carte d'identité ou passeport du représentant légal de la société de conseil et/ou du consultant principal s'il n'est pas le représentant légal,
- ☐ 3 références,
- ☐ Une lettre de motivation,

b) Entreprise :

- ☐ Enregistrement de l'entreprise en tant que consultant
- ☐ Déclaration d'intégrité remplie et signée
- ☐ Bonnes pratiques de HI remplies et signées
- ☐ Conditions générales d'achat remplies et signées
- ☐ Attestation fiscale à jour selon la nationalité :
 - si FR :
 - Preuve d'enregistrement légal (KBIS < 6 mois)
 - Attestation de vigilance de l'URSSAF
 - Sinon :
 - attestation enregistrement consultant (équivalent KBIS)
 - preuve que le prestataire/consultant est à jour de ces obligations fiscales)

c) Une proposition technique comprenant, au minimum,

- ☐ les méthodes proposées.
- ☐ un calendrier détaillé.

d) Une proposition financière comprenant, au minimum,

- ☐ des honoraires de consultation détaillés toutes taxes comprises, ainsi que les frais de communication et de reproduction, les besoins éventuels d'interprétation et les autres frais réels.

Veuillez envoyer tous les documents requis d'ici le **6 mai 2024** à l'adresse suivante :
procurement@hi.org

Processus de sélection du consultant

Critères administratifs (éliminatoires)* à l'ouverture des plis et avant l'analyse technique et financière

- o Documents légaux du consultant dans son pays d'origine
- o Une copie de l'enregistrement légal de l'activité
- o Un document officiel de la société/du cabinet indiquant le nom du représentant légal
- o Certificat d'exonération fiscale
- o Copie de la carte d'identité ou du passeport du représentant légal de la société/entreprise
- o Si le consultant principal n'est pas le représentant légal, une copie de la carte d'identité ou du passeport du consultant principal.

Critères techniques : 70% du système de notation

Critères financiers : 30% du système de notation

**Ceci ne s'applique pas aux consultants qui ont un accord-cadre avec HI.*

Conditions de paiement

Le paiement du service sera effectué en plusieurs versements comme suit :

- 30% à la signature du contrat ;
- 70% après validation du rapport final.